



**Déclaration du Ministre de l'Intérieur**

**Son Excellence Hassan Omar**

**64<sup>ème</sup> session du Comité Exécutif du Haut Commissariat des Nations  
Unies pour les réfugiés.**

**2 octobre 2013**

**Madame la Présidente,**

**Monsieur le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés**

**Mesdames et Messieurs,**

**Distingués représentants**

C'est pour moi un réel plaisir et un grand honneur de pouvoir participer à vos côtés à la 64<sup>ème</sup> session du Comité Exécutif du Programme du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

Ma délégation souscrit à la déclaration faite par le Mozambique au nom du groupe Africain.

Je voudrais également remercier le Haut Commissaire pour sa déclaration liminaire, louer son action et réaffirmer le soutien de la République de Djibouti au HCR.

Nous rendons hommage au personnel de cet organisme et à la communauté humanitaire dans son ensemble qui œuvrent à atténuer les souffrances des personnes vulnérables.

**Madame la Présidente,**

C'est avec attention que Djibouti a examiné l'aperçu opérationnel du HCR pour le continent Africain et nous tenons à louer cette organisation pour l'effort et l'accent mis sur la recherche de solutions durables, notamment sous forme d'intégration sur place et de réinstallation, en particulier pour les populations réfugiées de longue date.

Nous prenons bonne note des efforts du Haut Commissariat visant à développer son réseau de partenaires, en collaboration avec d'autres organismes pour organiser des formations pour augmenter la quantité d'experts des abris qualifiés disponibles pour soutenir les opérations sur le terrain.

Cette démarche s'inscrit dans une vision d'échange de bonnes pratiques et d'expériences qui n'a qu'un seul objectif: celui d'œuvrer à l'amélioration et à la protection des personnes vulnérables à travers un habitat décent.

Comme nous avons déjà eu l'occasion de le souligner, de par sa situation géographique, la République de Djibouti demeure confrontée aux flots incessants des réfugiés fuyant les guerres et répressions récurrentes qui n'ont cessé d'agiter toute la sous région.

C'est donc en dépit de nos maigres ressources et avec le soutien de nos partenaires et du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés que nous avons, tant bien que mal, su faire face au poids permanent des réfugiés qui ne cessent d'affluer.

En effet, comme l'avait souligné le Haut Commissaire, la République de Djibouti est le pays qui compte le plus de réfugiés au monde au m<sup>2</sup>. Cette formule de vous, est plus qu'une formule. Elle résume une situation préoccupante qui nous cerne et nous concerne.

Trois facteurs engendrent la crise humanitaire en République de Djibouti.

Le facteur principal est la sécheresse prolongée qui a rendu des milliers de personnes vulnérables, tant en milieu rural qu'urbain. Ce facteur est aggravé par la présence et l'arrivée de nombreux réfugiés, ainsi que par le passage d'un nombre encore plus élevé de migrants.

Pour 2013, en raison de l'impact humanitaire de ces trois facteurs, plus de 26000 réfugiés auront besoin d'une assistance.

En réponse à cette crise humanitaire dans le pays, les acteurs humanitaires et le Gouvernement de Djibouti ont convenu d'adopter une stratégie qui consiste à apporter une aide humanitaire directement aux populations les plus vulnérables, tant en milieu rural qu'urbain, mais surtout de renforcer la résilience des populations, et la recherche de solutions durables face à cette sécheresse qui dure depuis plus de six ans.

### **Madame la Présidente,**

Depuis 2009, Djibouti est devenu un point de transit important pour des milliers de migrants irréguliers en route vers le Yémen et la péninsule arabe.

Ils arrivent déjà très fragilisés et vulnérables (santé et abus divers).

Ce flux migratoire mixte est à l'origine des problèmes principaux suivants :

Tout d'abord, les migrants ont des besoins humanitaires pressants. La condition des migrants à leur arrivée est médiocre : la plupart sont sujets à une mauvaise santé en raison de leur statut socio-économique.

Cette situation est aggravée par les risques de la migration irrégulière qui comprennent l'exposition aux aléas climatiques (traversée de montagnes, longue marche dans le désert), les mauvais traitements, les violences sexuelles et basées sur le genre aux mains de contrebandiers, les trafiquants et les criminels qui visent à exploiter ces migrants.

Deuxièmement, l'arrivée d'un grand nombre de ces migrants irréguliers pose des problèmes accrus de santé et de disponibilité des ressources.

Ces défis se posent aussi bien pour les autorités Djiboutiennes que pour les communautés d'accueil le long des voies de migration, aux arrêts de repos comme Dikhil, Tadjourah, et aux points de départ vers le Yémen, comme Obock.

Le long des voies de migration, des conflits pour les ressources alimentaires et l'eau ont été signalés, et les communautés d'accueil s'inquiètent des possibles flambées de maladies transmissibles et de la contamination des sources d'eau, qu'ils associent avec les migrants.

Les capacités de soins au niveau des centres de santé sont déjà dépassées par l'afflux des migrants.

La République de Djibouti, terre d'accueil et d'hospitalité, accueille donc depuis des décennies ceux qui fuient la guerre et la misère.

Havre de paix dans une région tourmentée, elle est aussi engagée dans le processus d'accompagnement de la restauration de la paix indispensable.

Les dirigeants sont parfaitement convaincus que tant que la Somalie n'aura pas retrouvé une paix et une stabilité confirmée, sa population continuera d'emprunter les chemins de l'exode.

Le retour de la paix et de la sécurité doit rester une des préoccupations principales du gouvernement Somalien.

Dans la réalisation de cet objectif, il va sans dire que le soutien de la communauté internationale sera crucial. A cet égard, la récente conférence tenue à Bruxelles le 16 septembre dernier visant en la mise en place d'une nouvelle donne pour la Somalie ainsi que le plan d'action « New Deal Compact » identifie des objectifs clairs et réaffirme la détermination de la communauté internationale. C'est un signal politique fort et encourageant!

**Madame la Présidente,**

Dans le souci d'améliorer les conditions de vie des réfugiés en République de Djibouti et afin de mettre en place les voies et moyens nécessaires pour l'accueil des nouveaux arrivants, Djibouti sollicite pour le bureau du Haut Commissariat pour les réfugiés à Djibouti un renforcement des moyens à la mesure des défis multiples et multiformes qu'il est appelé à relever.

Djibouti pourrait être pour le HCR, si l'attention requise était apportée et si l'opération recevait le soutien adéquat, un modèle de réussite. Pour sa part, le Gouvernement s'est efforcé de mettre en œuvre les engagements pris.

Je vous remercie.